

HORAIRE CFF

Un Intercity reliera Fribourg à Berne toutes les demi-heures

Les protestations romandes ont été entendues: la liaison avec l'aéroport de Zurich est sauvée. Avec St-Gall aussi.

Initialement, les CFF avaient prévu dans leur projet «Impulsion 97» de supprimer provisoirement les relations directes Intercity entre Genève et Saint-Gall par Berne. Après la vague de protestations émanant particulièrement du Bassin lémanique, de Fribourg et de la Suisse orientale, les CFF ont remodelé le projet. Pour la période 1997-2001, l'offre augmentera de 4 %, soit quelque 4000 kilomètres par jour. Les centres de moyenne importance seront mieux desservis. Quatre lignes connaîtront l'horaire cadencé à la demi-heure. A savoir Berne-Fribourg,

Berne-Zurich, Zurich-Saint-Gall et Zurich-Lenzbourg (AG). En Suisse romande, les liaisons seront plus nombreuses au départ de Genève, Lausanne et Fribourg pour Zurich-Aéroport, Winterthur et Saint-Gall. En outre, un train direct avec des voitures à deux niveaux reliera Interlaken à Saint-Gall. Selon le communiqué des CFF, l'amélioration des prestations à longues distances introduites par «Impulsion 97» permet un grand pas en direction de Rail 2000. L'horaire est en accord avec les prochaines étapes d'amélioration de l'offre. **ATS**

LUCERNE

L'armée investit 73 millions pour une académie militaire

Et son chef promet de passer à la moulinette les «concepts vieillots qui traînent comme des boulets».

A partir de 1999, le Centre d'instruction de l'armée de Lucerne (CIAL) réunira dans l'ancienne caserne de l'Allmend toutes les écoles de cadres supérieurs de l'armée suisse. Ce sera le «pilier central de notre système de formation», a dit lundi lors d'une conférence de presse le commandant de corps Jean-Rodolphe Christen, chef de l'instruction devenu chef des Forces terrestres. «Un vieux rêve» des responsables de l'instruction et le point de départ d'une «unité de doctrine», a-t-il ajouté.

Le CIAL réunira les écoles de commandements, d'état-major et techniques ainsi que l'école d'état-major général, l'instruction tactique assistée par ordinateur et l'école stratégique/opérative dans le bâtiment de la caserne de l'Allmend. Celui-ci sera

transformé et agrandi pour un montant de 73 millions de francs. De quoi disposer notamment de simulateurs de combat. Le centre de Lucerne accueillera aussi d'autres utilisateurs réguliers comme l'École militaire supérieure ou l'Office central de la défense.

«ACTE D'INDISCIPLINE»

Cette future académie militaire sera dirigée par le divisionnaire vaudois Alfred Roulier, qui s'est dit convaincu du rôle précurseur de ce centre dans la pensée et la réflexion militaire: annonçant des «suites insoupçonnées qui vont du doute le plus profond jusqu'au courage de l'audace», il a conclu: «Je pense que ce courage ne peut s'exprimer que par un acte d'indiscipline face à des concepts vieillots traînés comme des boulets». **ATS**



La joie de J.-R. Christen (à g.) et du divisionnaire Roulier. Keystone

CONFÉDÉRATION

La Police fédérale s'organise pour contrer le crime organisé

Drogue, fausse monnaie, traite des blanches: ces services vont être fusionnés pour être plus opérationnels.

Jusqu'ici, l'Office fédéral de la police comptait quatre services séparés qui s'occupaient du commerce illicite des stupéfiants, du crime organisé, de la fausse monnaie et de la traite des êtres humains. Constatant que ces différents infractions sont liées entre elles, l'Office fédéral de justice et police a décidé une nouvelle organisation. Celle-ci prévoit la création de trois sections: «opérations», «renseignements» et «logistique». Comme la Confédération dispose de compétences propres en matière d'enquête dans les secteurs «stupéfiants» et «fausse monnaie», la section «opérations» continuera à diriger elle-même des procédures et à assurer la coordination avec les cantons. Cette section ne pourra en revanche pas encore dé-

ployer de telles activités dans le secteur du crime organisé: les compétences nécessaires en matière d'enquête font en effet encore défaut à la Confédération. Une procédure de consultation sur des compétences supplémentaires devrait se dérouler en été. Vers la fin de l'année, le Conseil fédéral devrait transmettre son message au Parlement, qui comprendra aussi la réglementation sur les agents infiltrés. L'Office central de lutte contre le crime organisé deviendra la section «Renseignements», qui servira de plaque tournante de l'information et de la coordination avec les cantons. Cette section sera subdivisée en trois groupes: recherche de renseignements, exploitation de renseignements et centrale d'analyse de situation. **ATS**

DÉVELOPPEMENT

L'eau douce est rare et la situation ne va pas s'arranger

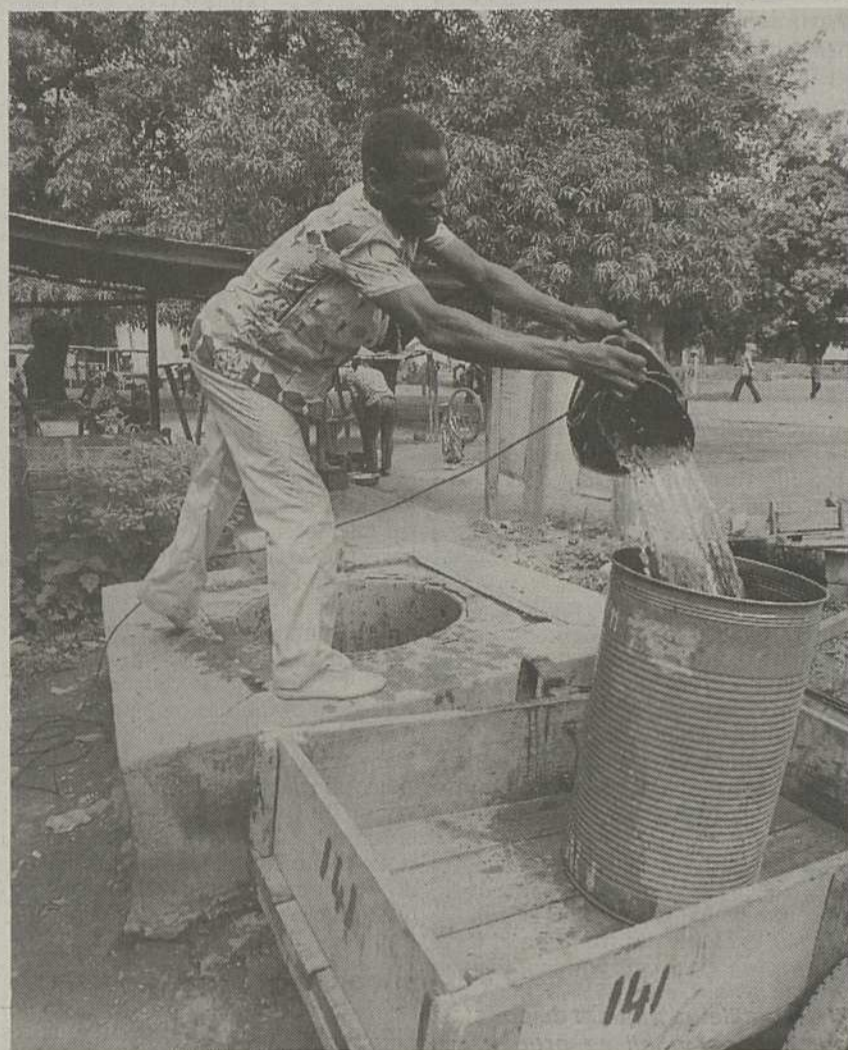
Swissaid lance sa campagne sur un sujet rabâché mais toujours urgent: l'eau manque de plus en plus et la Suisse pourrait apporter son expérience.

L'eau, c'est la vie. Or, cette banalité ne coule pas de source. Un terrien sur cinq n'a pas accès à de l'eau propre, ce qui cause 80% de maladies. 300 millions de personnes sont sous-hydratées. Et ça ne va pas s'arranger: en 2025, 3 milliards d'habitants souffriront de cette pénurie qui sera la principale cause de guerres et de migrations massives. Bref, l'organisation d'entraide Swissaid lance sa campagne 1996 sur un thème «bateau», mais toujours urgent.

L'alerte est donnée par Stephan Libiszewski, du Centre de recherches pour la politique de sécurité et la polymologie au Poly de Zurich. L'eau douce est rare et inégalement répartie. 1000 mètres cubes sont nécessaires par personne et par an (la Suisse consomme 7500 m³). Vingt pays sont déjà en dessous de cette limite et ils seront bientôt rejoints par des géants comme l'Inde et la Chine. La question de l'eau est déterminante dans la plupart des conflits (Kurdistan, Proche-Orient, Asie du Sud-Est, Inde-Pakistan, Equateur-Pérou, etc.), et le sera de plus en plus. L'irrigation est de plus en plus requise pour nourrir la population croissante. Or, 60% de l'eau n'atteint jamais les champs: elle se perd dans des conduites et des pompes défectueuses ou dans une bureaucratie corrompue qui subventionne le gaspillage.

Comme château d'eau de l'Europe, explique Libiszewski, la Suisse a une longue expérience de coopération intercantonale, puis interétatique dans la répartition des eaux fluviales. Elle peut intervenir comme conseiller, ce qu'elle a déjà fait dans le cas du Mékong en Indochine. Et aussi dans des projets de développement qui améliorent la gestion, diminuent le gaspillage et redonnent aux populations un contrôle des ressources, aujourd'hui accaparées par les gros exportateurs agricoles. En effet, 7 litres sur 10 sont affectés à l'irrigation dans le monde, contre 0,8 litre seulement pour les ménages.

En Suisse, une famille de quatre enfants paie moins de deux francs par jour pour recevoir et évacuer le précieux liquide. En Haïti, les gens de la capitale Port-au-Prince déboursent jusqu'à 20% de leur revenu. Conséquence de cette nécessité, Swissaid présente une série de projets dans plusieurs pays.



L'eau, c'est la vie. Une banalité qui ne coule pas de source. D. Deriaz

Ainsi 170 villages qui ont, avec son appui, pu se doter d'eau potable en Equateur ont vu la mortalité infantile diminuer d'un tiers. Reboisement en Inde, dessalement des rizières en Guinée-Bissau, commercialisation des bananes par bateau en Colombie, latrines au Nicaragua... Dans chaque cas, Swissaid n'impose pas ses conditions, mais soutient l'effort de femmes et d'hommes qui ont décidé d'agir pour s'en sortir.

Enfin l'organisation d'entraide souhaite l'établissement d'une convention internationale sur l'eau, qui devrait être discutée au mois d'octobre. Pour l'instant, les règles existantes ne concernent que la navigation.

InfoSud/DANIEL WERMUS

Eau nécessaire pour produire

Dans les régions arides	litres
1 kg de blé	2352
1 kg de bananes	1383
1 kg d'oranges	418
1 kg de haricots	404
1 kg de melons	303
1 kg de raisins	248

Dans l'industrie	
1 boîte de conserve	3
1 kg de textiles	2700
1 tonne de ciment	4500
1 tonne de cuir	50 000
1 voiture	300 000

CONSOMMATION

Prendre un taxi à Genève ou à Bâle peut coûter terriblement cher

Les tarifs peuvent varier du simple au double, alors même que les taxis sont trop nombreux. Les autorités se tâtent, et la concurrence n'a que très peu d'effets.

Prendre un taxi à Sion coûte 1,80 franc le kilomètre. Fribourg est à 2,20 francs, Lausanne à 2,30 francs, Genève et Neuchâtel à 2,70 francs. Berne (3,10 francs) et Zurich (3,20 francs) ont les tarifs urbains les plus élevés de ces neuf villes. Sion est également la ville la moins chère (1,80 franc) pour le tarif hors de la zone urbaine. Par rapport au tarif de base, l'augmentation est surtout importante à Lausanne (3,20 francs) et à Genève (3,50 francs). Neuchâtel a une pratique originale. Le prix du kilomètre hors de la zone urbaine est proche de celui des autres villes (3,10 francs), mais, en cas d'aller-retour, il est réduit à 1,80 franc. Pour ce deuxième tarif, Bâle est la plus chère avec 3,59 francs le kilomètre, soit le double de Sion.

Un tarif majoré est par ailleurs appliqué dans la plupart des villes pour les courses nocturnes ou dominicales. Il est valable pour tous les trajets et va de 2,15 francs à Sion à 3,59 francs à

Bâle. Fribourg est à 2,60 francs, Lausanne à 2,80 francs et Genève à 3,30 francs.

IL Y A TROP DE TAXIS

A Lausanne et Neuchâtel, les taxis de type B, qui ne peuvent pas s'arrêter sur les emplacements réservés du domaine public, offrent des tarifs inférieurs. Une entreprise genevoise propose par ailleurs une carte de fidélité offrant un rabais de 10 pour-cent. Dans le même ordre d'idée, un exploitant fribourgeois prévoit de créer des abonnements. Cette suggestion sera discutée cette semaine par les autorités des six communes de l'agglomération qui devront également fixer les nouveaux tarifs.

Le nombre de véhicules varie lui aussi d'une ville à l'autre. Zurich en compte 1200, Genève 858, Bâle 603, Lausanne et douze communes voisines 323 et Berne 231. Il n'y en a que 30

à Fribourg, (36 dans l'agglomération), et 22 à Neuchâtel.

Selon les différents services communaux, cantonaux ou intercommunaux en charge des taxis, il y a trop de véhicules à Genève, à Lausanne et à Bâle. A Fribourg, les autorités en ont limité le nombre. A Bâle, une nouvelle loi devrait permettre de corriger le tir. l'ordonnance d'application est actuellement en cours d'élaboration.

A Genève, le peuple a lui-même accepté en automne 1992 une initiative populaire tendant à une certaine libéralisation des taxis. Si l'égalité entre les différents types de taxi a été renforcée, cette nouvelle réglementation est en revanche à l'origine d'une augmentation du nombre de véhicules de près d'une centaine depuis fin 1994, estime Jean-Claude Chatelanat, chef du Service cantonal des autorisations de commerce. L'Etat a commandé un audit de la situation des taxis dans le canton. L'étude est en cours. **ATS**